



SARL C2C MEDITERRANEE
GROUPE C2C CONSEILS



commissaire
aux comptes

**Fédération des Entrepreneurs
et Artisans du Bâtiment et des Travaux Publics de
Haute Corse**

Maison du BTP – quartier de l'Annonciade – 20200 Bastia

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

**C2C Méditerranée
Commissaire aux Comptes
Eric LUCCHINI**

Siège social :
5 Cours Jean Ballard
13001 MARSEILLE
Tél. : 04 84 25 61 50

Bureau Secondaire :
Maison près de l'Aqueduc
20167 MEZZAVIA
Tél. : 04 95 10 93 00

Société inscrite auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence - Bastia

SARL C2C MEDITERRANEE au capital de 80 000 € - RCS MARSEILLE 518 271 739 - NAF 6920 Z - N° TVA : FR 95 518 271 739 www.c2c-conseils.com



SARL C2C MEDITERRANEE
GROUPE C2C CONSEILS



Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FÉDÉRATION DES ENTREPRENEURS ET ARTISANS DU BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS DE HAUTE CORSE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du syndicat à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Siège social :
5 Cours Jean Ballard
13001 MARSEILLE
Tél. : 04 84 25 61 50

Bureau Secondaire :
Maison près de l'Aqueduc
20167 MEZZAVIA
Tél. : 04 95 10 93 00

Société inscrite auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence - Bastia

SARL C2C MEDITERRANEE au capital de 80 000 € - RCS MARSEILLE 518 271 739 - NAF 6920 Z - N° TVA : FR 95 518 271 739 www.c2c-conseils.com



SARL C2C MEDITERRANEE
GROUPE C2C CONSEILS



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de la FÉDÉRATION DES ENTREPRENEURS ET ARTISANS DU BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS DE HAUTE CORSE.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fédération ou de cesser son activité.

Siège social :
5 Cours Jean Ballard
13001 MARSEILLE
Tél. : 04 84 25 61 50

Bureau Secondaire :
Maison près de l'Aqueduc
20167 MEZZAVIA
Tél. : 04 95 10 93 00

Société inscrite auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence - Bastia

SARL C2C MEDITERRANEE au capital de 80 000 € - RCS MARSEILLE 518 271 739 - NAF 6920 Z - N° TVA : FR 95 518 271 739 www.c2c-conseils.com



SARL C2C MEDITERRANEE
GROUPE C2C CONSEILS



Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre syndicat. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre

Siège social :
5 Cours Jean Ballard
13001 MARSEILLE
Tél. : 04 84 25 61 50

Bureau Secondaire :
Maison près de l'Aqueduc
20167 MEZZAVIA
Tél. : 04 95 10 93 00

Société inscrite auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence - Bastia

SARL C2C MEDITERRANEE au capital de 80 000 € - RCS MARSEILLE 518 271 739 - NAF 6920 Z - N° TVA : FR 95 518 271 739 www.c2c-conseils.com



SARL C2C MEDITERRANEE
GROUPE C2C CONSEILS



- en cause la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mezzavia,
le 21 Juillet 2025

C2C Méditerranée
Commissaire aux Comptes
Éric LUCCHINI

SARL C2C MEDITERRANEE

Commissaire aux comptes

~~Maison près de l'Aqueduc~~

20167 Mezzavia

SIRET : 518 271 739 000 30

Siège social :
5 Cours Jean Ballard
13001 MARSEILLE
Tél. : 04 84 25 61 50

Bureau Secondaire :
Maison près de l'Aqueduc
20167 MEZZAVIA
Tél. : 04 95 10 93 00

Société inscrite auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence - Bastia

SARL C2C MEDITERRANEE au capital de 80 000 € - RCS MARSEILLE 518 271 739 - NAF 6920 Z - N° TVA : FR 95 518 271 739 www.c2c-conseils.com

FEDERATION DES ENTREPRENEURS

Maison du B.T.P
Quartier de l'Annonciade
20200 BASTIA

COMPTES ANNUELS

du 01/01/2024 au 31/12/2024

Sommaire

Bilan	1
ACTIF	1
Actif immobilisé	1
Actif circulant	1
PASSIF	2
Capitaux Propres	2
Provisions pour risques et charges	2
Emprunts et dettes	2
Compte de résultat	3
Annexes	5
PREAMBULE	5
REGLES ET METHODES COMPTABLES	6
AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE	6
AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS	6
NOTES SUR LE BILAN ACTIF	7
NOTES SUR LE BILAN PASSIF	8
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	9
AUTRES INFORMATIONS	10
DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE	11

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	699	699			
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions	755 885	755 885			
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	240 900	143 004	97 896	109 866	- 11 970
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	6 289		6 289	6 289	
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL (I)	1 003 773	899 589	104 184	116 155	- 11 971
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés					
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	1 787		1 787	4 549	- 2 762
. Personnel				2 730	- 2 730
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices					
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires					
. Autres	24 936		24 936	27 942	- 3 006
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement	914 748		914 748	953 053	- 38 305
Disponibilités	1 104 654		1 104 654	1 013 087	91 567
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Charges constatées d'avance	4 263		4 263	5 178	- 915
TOTAL (II)	2 050 389		2 050 389	2 006 540	43 849
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion et différences d'évaluation actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	3 054 162	899 589	2 154 573	2 122 695	31 878

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé :)			
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...			
Ecart de réévaluation			
Réserve légale			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau	2 049 866	1 981 435	68 431
Résultat de l'exercice	50 720	68 431	- 17 711
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	2 100 586	2 049 866	50 720
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL (III)			
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts			
. Découverts, concours bancaires			
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers			
. Associés			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 791	34 446	- 16 655
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	10 291	6 402	3 889
. Organismes sociaux	16 671	22 925	- 6 254
. Etat, impôts sur les bénéfices	8 993	8 401	592
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires			
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	242	655	- 413
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	53 987	72 829	- 18 842
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif(V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	2 154 573	2 122 695	31 878

Compte de résultat

Présenté en Euros

Présenté en Euros						
	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	340 318		340 318	335 788	4 530	1,35
Chiffres d'affaires Nets	340 318		340 318	335 788	4 530	1,35
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			5 380	41 320	- 35 940	-86,98
Autres produits			2 008	809	1 199	148,21
Total des produits d'exploitation (I)			347 706	377 917	- 30 211	-7,99
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			74 122	88 983	- 14 861	-16,70
Impôts, taxes et versements assimilés			6 712	12 386	- 5 674	-45,81
Salaires et traitements			148 545	145 718	2 827	1,94
Charges sociales			58 739	59 393	- 654	-1,10
Dotations aux amortissements sur immobilisations			24 558	20 162	4 396	21,80
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Autres charges			2	5	- 3	-60,00
Total des charges d'exploitation (II)			312 679	326 647	- 13 968	-4,28
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			35 026	51 269	- 16 243	-31,68
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés			24 687	20 468	4 219	20,61
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)			24 687	20 468	4 219	20,61
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)						
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			24 687	20 468	4 219	20,61
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			59 713	71 737	- 12 024	-16,76

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital		6 500	- 6 500	-100
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)		6 500	- 6 500	-100
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		1 405	- 1 405	-100
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VIII)		1 405	- 1 405	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)		5 095	- 5 095	-100
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	8 993	8 401	592	7,05
Total des Produits (I+III+V+VII)	372 392	404 885	- 32 493	-8,03
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	321 672	336 454	- 14 782	-4,39
RESULTAT NET	50 720	68 431	- 17 711	-25,88
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

Annexes

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 154 573,26 E.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 50 719,84 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

OBJET SOCIAL

La fédération a pour objet :

- d'étudier toutes les questions d'ordre général, professionnel, économique, social et technique, intéressant les industriels du Bâtiment, et de défendre les solutions adoptées ; de fournir aux adhérents toutes études et documentations ;
- d'examiner toutes proposition ayant pour objet le développement et la défense des industries qu'elle représente et de poursuivre la réalisation des résolution adoptées par elle ;
- d'introduire ou de suivre, devant toute juridiction compétente, des instances présentant un caractère d'intérêt général pour ces industries ;
- de représenter les industries du Bâtiment et des Travaux Publics, tant auprès des pouvoirs Publics qu'auprès de tous organismes et d'entretenir avec eux la collaboration la plus large ;
- de procéder à la création de tous organismes et tous services utiles aux professionnels du Bâtiment et des Travaux Publics, dans les domaines intéressant leur activité, ou de participer financièrement à tous établissement ou société rentrant dans cet objet ;
- de créer, éventuellement, toutes chambres fédérales par corps d'état ;
- et, de manière générale, d'accomplir tous les actes se rattachant à son objet et, notamment, de ceux prévus par la section II du chapitre 1^{er} et le chapitre III du titre 1^{er} du livre IV du Code du Travail.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Néant

Annexes

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 1 003 773

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	699			699
Immobilisations corporelles	984 198	12 588		996 786
Immobilisations financières	6 289			6 289
TOTAL	991 185	12 588		1 003 773

Amortissements et provisions d'actif = 899 589

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	699			699
Immobilisations corporelles	874 331	24 558		898 890
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	875 030	24 558		899 589

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Conce/droits licences logiciel	699	699	0	2 ans
Construction batiments	53 357	53 357	0	20 ans
Construction residence prevert	702 528	702 528	0	20 ans
Instal./agenc.divers	152 409	81 615	70 794	de 4 à 10 ans
Matériel de transport	32 862	14 400	18 462	de 2 à 4 ans
Mat.bureau & informatique	29 450	20 811	8 639	de 3 à 10 ans
Mobilier	26 179	26 179	0	de 7 à 10 ans
TOTAL	997 485	899 589	97 896	

Etat des créances = 30 987

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé			
Actif circulant & charges d'avance	30 987	30 987	
TOTAL	30 987	30 987	

Produits à recevoir par postes du bilan = 21 164

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	21 164
Disponibilités	
TOTAL	21 164

Charges constatées d'avance = 4 263

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Annexes

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Etat des dettes = 53 987

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	17 791	17 791		
Dettes fiscales & sociales	36 197	36 197		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	53 987	53 987		

Charges à payer par postes du bilan = 29 067

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	13 667
Dettes fiscales & sociales	15 400
Autres dettes	
TOTAL	29 067

Annexes

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Ventilation du chiffre d'affaires = 340 318

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Prestations de services	304 068	89,35 %
Produits des activités annexes	36 249	10,65 %
TOTAL	340 318	100.00 %

Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers.

On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui fournissent une information plus détaillée.

Annexes

AUTRES INFORMATIONS

Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Honoraires des Commissaires Aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	5 760
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de service	
TOTAL	5 760

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	1	
Agents de maîtrise & techniciens	1	
Employés		
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	2	0

Autres informations complémentaires

Compte tenu de l'ancienneté et de l'âge des salariés présents au sein de la Fédération au 31 décembre 2024, la provision pour indemnité de départ à la retraite peut être estimée à zéro euro.

Annexes

DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 21 164

Produits à recevoir sur autres créances	Montant
Avoir a recevoir fournisseur(409800)	255
Encaisssts organi.a recev.(468700)	20 909
TOTAL	21 164

Charges constatées d'avance = 4 263

Charges constatées d'avance	Montant
Cca(486000)	4 263
TOTAL	4 263

Charges à payer = 29 067

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Fourni.fact.non parvenues(408100)	13 667
TOTAL	13 667

Dettes fiscales et sociales	Montant
Conges payes(428200)	10 068
Charges sociales conges payes(438200)	5 332
TOTAL	15 400